

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

28 septembre 2012 | [Le Droit](#) | [Ledroit](#)

VOTE DE GRÈVE DES ENSEIGNANTS

Après les enseignants de l'élémentaire, c'est au tour de leurs collègues des écoles secondaires publiques anglophones d'Ottawa de se prononcer en faveur d'un mandat de grève. Et ils l'ont fait, eux aussi, à plus de 95 %, plus tôt cette semaine. Le syndicat dit toujours négocier avec l'OttawaCarleton District School Board. En vertu de la loi spéciale 115, les deux parties doivent s'entendre, d'ici la fin de l'année, sur de nouveaux contrats de travail qui gèleront de façon rétroactive les salaires des enseignants. Si ces négociations devaient achopper, les enseignants pourraient déclencher une grève légale. Ils ont déjà entamé des moyens de pression, coupant court à certaines activités parascolaires.



Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

28 septembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com

Centraide Ottawa place la barre à 30 millions \$

Les organisateurs de la campagne communautaire annuelle de Centraide Ottawa se donnent comme objectif de recueillir 30 millions \$ d'ici décembre. Comme en Outaouais, il s'agit d'un objectif revu à la baisse après avoir raté la cible, l'an dernier.

La campagne a pris son envol, hier matin, devant près de 1000 personnes réunies au CE Centre.

Le conseiller municipal Mathieu Fleury, coprésident de la campagne avec l'animatrice de télévision Angie Poirier, se donne comme objectif personnel de convaincre « les jeunes professionnels et les jeunes familles dans notre communauté d'être des leaders en appuyant les efforts de Centraide ». L'élu du quartier Rideau-Vanier entend aussi faire valoir « tout le travail et les effets positifs » de Centraide, qui appuie financièrement 75 organismes communautaires dans la capitale.

L'an dernier, Centraide Ottawa avait amassé 32 millions \$ alors que son objectif était de 33,5 millions \$. Cette année, l'organisation a choisi M. Fleury et Mme Poirier dans le but avoué d'interpeller une nouvelle génération de donateurs. Et aussi, de se donner un visage bilingue qu'elle n'avait pas auparavant.

Centraide misera également sur une équipe de « champions » communautaires qui appuieront sa campagne dans des domaines ciblés, notamment la jeunesse. Parmi ces « champions », on retrouve le chef de police Charles Bordeleau, l'ancien chef de police Vernon White, aujourd'hui sénateur, et le député fédéral d'OttawaVanier, Mauril Bélanger.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

28 septembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Le grand bâtisseur oublié d'orléans

fpdefault@ledroit.com



PHOTO DE COURTOISIE

Mgr Hilaire Chartrand a été nommé curé de la paroisse Saint-Joseph d'Orléans à la fin de l'été 1912.

Le destin a voulu que le petit village à forte majorité francophone qu'était jadis Orléans connaisse l'un de ses plus grands bâtisseurs au moment où son économie n'annonçait rien de bon et où le français

était le plus menacé en Ontario.

Mais l'ironie du sort est que ce bâtisseur, Mgr Hilaire Chartrand, est aujourd'hui l'un des plus grands oubliés.

Absolument rien dans l'est de la Ville d'Ottawa ne témoigne du passage de ce religieux qui a pourtant laissé sa marque à bien des égards, témoigne le passionné d'histoire Diego Elizondo. « C'est Mgr Chartrand qui a assuré la survie de la paroisse, alors que trois villages aux alentours étaient en train de s'éteindre, ayant perdu leur bureau de poste », raconte-t-il au Droit.

Règlement XVII

Mgr Chartrand a été nommé curé de la paroisse Saint-Joseph d'Orléans à la fin de l'été 1912, deux mois après l'entrée en vigueur du Règlement XVII interdisant l'enseignement de la langue française dans les écoles de l'Ontario. Dans un village comme Orléans, qui comptait à l'époque 270 familles francophones contre 23 anglophones, cette directive de Queen's Park aurait pu changer le cours de l'histoire. Il en fut tout autrement. « Mgr Chartrand mobilisait les paroissiens, leur demandant de donner à la quête du dimanche pour assurer la survie de l'école française. Les soirs de semaine, il donnait lui-même des cours de français et de mathématiques aux adultes », note M. Elizondo, qui étudie l'histoire à l'Université d'Ottawa.

Le septième curé de Saint-Joseph d'Orléans a aussi doté la paroisse de sa première institution financière, la Banque provinciale, en 1920. La même année, il a obtenu du gouvernement provincial l'abolition du poste de péage sur l'ancien « chemin de Montréal » à la hauteur du ruisseau Green.

« La province avait établi un péage, qui demeurait en place même après la construction d'autres routes permettant de le contourner. À partir de 1915, alors que l'économie d'Orléans s'enlisait, Mgr Chartrand voyait l'importance d'abolir cet obstacle au développement de la communauté », rappelle M. Elizondo.

En 1922, Mgr Chartrand a vu à la construction de la deuxième église de la paroisse, qui trône toujours sur le boulevard Saint-Joseph. La même année, il a joué un rôle de premier plan dans l'obtention du statut de village partiellement autonome pour Orléans, au sein de l'ancien canton de Cumberland. La paroisse a conservé ce titre jusqu'en 1974.

« La paroisse n'avait pas tellement évolué de sa fondation en 1860 jusqu'en 1912. Sa population grandissait, mais elle était toujours dépourvue de services de base, comme un médecin. C'est Mgr Chartrand qui a attiré le premier médecin résident à Orléans, le Dr Émile Major, en 1925. C'est probablement là un de ses legs les plus importants », souligne M. Elizondo.

Né le 29 novembre 1875 à Chénéville, Hilaire Chartrand a étudié au collège Bourget, à Rigaud, et au Grand séminaire d'Ottawa. De 1899 à 1912, il a tenu les rennes des paroisses Saint-Paul d'Aylmer, Saint-Thomas d'Aquin d'Ottawa et Saint-Laurent de Carlsbad Springs. Après son passage à Orléans, il a été curé à Buckingham et à Hull avant de devenir vicaire général du diocèse d'Ottawa de 1939 à 1945. Quatre ans plus tard, l'Université d'Ottawa lui a décerné un doctorat honorifique. Le prêtre s'est éteint en 1964. « Mgr Chartrand n'a rien à son nom à Orléans. C'est déplorable, compte tenu de tout ce qu'il a fait pour cette communauté. Il existe bien une rue Chartrand, mais celle-ci rend hommage à une famille fondatrice du village, avec qui il n'aurait aucun lien de parenté », remarque M. Elizondo, qui, avec la Société franco-ontarienne de patrimoine et d'histoire d'Orléans, a réussi à faire reconnaître François Dupuis, un autre pionnier oublié de l'est d'Ottawa.

Le nom de ce héros de la guerre de 1812 qui fut le premier colon canadien-français à défricher les terres d'Orléans sera immortalisé sur une piscine publique qui ouvrira ses portes en 2013. « J'aurais aimé qu'on honore Mgr Chartrand dans le cadre du 100e anniversaire de son arrivée à Orléans, cette année. Mais il ne sera jamais trop tard », lance Diego Elizondo.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Encore des défis pour Action-Logement



Sébastien Pierroz

Publié le 27 Septembre 2012
Sébastien Pierroz 

Le logement abordable doit rester un défi majeur dans la région d'Ottawa. Le message envoyé par Action-Logement au cours de son 8e cocktail bénéfique annuel jeudi soir à l'hôtel de ville était pour le moins clair.

Sujets : [Public Governance International](#) , [Ottawa Jim Watson](#)

Michel Bilodeau, le président d'honneur – également vice-président de Public Governance International – a détaillé certaines réalités. « 14 000 familles d'Ottawa utilisent plus de 50 % de leurs revenus dans le logement, ce n'est pas acceptable. Sans compter les personnes âgées qui sont les premières touchées souvent par le manque de lits. »

Le maire d'Ottawa Jim Watson n'a pas manqué de mettre en valeur son bilan en la matière : « Nous sommes conscients du problème. En 2011, nous (ndlr, la municipalité) avons consacré une enveloppe de 12 millions de dollars pour le logement. »

Par la même occasion, Action-Logement a profité de l'occasion pour remettre le Prix de reconnaissance en logement – catégorie individu 2012 à Rosine Kaley. Cette ancienne directrice générale de l'organisme a piloté son développement depuis plus de 20 ans.

Action-Logement a pour vocation de porter assistance aux locataires, notamment par la prévention de perte de logement, la recherche de logement et la demande de logement subventionné. Une assistance aux propriétaires est également possible avec une publicisation de logement à louer et des informations sur leurs droits.

Réaménagement à la Commission scolaire des Draveurs

« Des centaines d'élèves » appelés à changer d'école

MATHIEU BÉLANGER
mabelanger@ledroit.com

« Plusieurs centaines » d'élèves du primaire de la Commission scolaire des Draveurs (CSD) pourraient être transférés d'école lors de la rentrée 2013-2014.

Ces transferts découleront de l'importante redéfinition des ter-

ritoires de desserte de chacun des 23 établissements primaires qu'entame ces jours-ci la CSD. Le dernier exercice du genre remonte à 2002. La clientèle sans cesse croissante force l'organisation à réajuster le tir. « Cette année, 270 élèves ont été changés d'établissement à cause d'une problématique de surplus, note Julien Croteau, président de la CSD. C'est

évident que ce sera plus que ça l'an prochain. Plusieurs centaines d'élèves seront affectées, mais l'objectif derrière tout ça est de s'assurer une certaine stabilité pour les années à venir. »

Le nombre exact d'enfants touchés par cette réorganisation sera connu plus tard au printemps.

La réorganisation ne signifie pas la fin des transferts pour cause de surplus dans les années à venir, mais elle viendra au moins réduire leur nombre de façon drastique, précise pour sa part le directeur général, Bernard Dufour. « C'est difficile de dire à ce moment-ci combien il y aura de transferts d'élèves, mais une chose qui est certaine, c'est que nous ne voulons plus avoir à changer un enfant d'école plusieurs fois au cours de son primaire. Ça, nous n'en voulons plus. »

Consultations publiques

La CSD convie l'ensemble des parents d'élèves actuels et futurs de son territoire à participer à des consultations publiques qui doivent permettre de déterminer les critères qui guideront cette redéfinition du territoire. Un total de huit rencontres est prévu entre le 2 et le 24 octobre. Les parents peuvent trouver tous les documents de référence et l'horaire des consultations sur le site Internet de la CSD au www.csdraiveurs.qc.ca.

« Nous allons présenter un état de la situation aux parents, explique M. Croteau. Nous nous attendons à ce qu'il y ait une certaine émotivité lors des discussions, c'est normal. Mais l'exercice est important. Les transferts d'élèves sont fondés sur des critères bien précis et ce que nous désirons entendre des parents, c'est quels sont les critères qu'ils voudraient voir être placés en priorité quand vient le temps de prendre des décisions. »

Certains critères comme la capacité d'accueil des établissements et le nombre maximal d'élèves par classe sont incontournables puisqu'exigés par la loi. D'autres, toutefois, peuvent être placés dans un ordre de priorité. C'est le cas, entre autres, de la proximité, des limites physiques et de la stabilité pour le cycle primaire.

DES ÉCOLES PRIMAIRES PLEINES À CRAQUER À LA COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS

SECTEUR/ÉCOLES MANQUE/SURPLUS DE PLACES EN 2016-2017

DE L'AÉROPORT MANQUE DE 357 PLACES

École de la Traversée
École des Belles-Rives
École du Bois Joli
École de La Sablonnière

DE LA GARE MANQUE DE 280 PLACES

École de l'Escalade
École de l'Odyssee
École des Trois-Saisons

DES ÉRABLES SURPLUS DE 56 PLACES

École du Vallon
École de Touraine
École le Petit Prince
École Massé

DES PROMENADES MANQUE DE 151 PLACES

École du Nouveau-Monde
École le Tremplin

DE L'HÔPITAL SURPLUS DE 164 PLACES

École de l'Envolée
École l'Oiseau-Bleu
École la Source

DU MOULIN MANQUE DE 26 PLACES

École Carle
École de la Montée
École des Cépages

DES COLLINES MANQUE DE 435 PLACES

École de la Colline
École l'Équipage
École Sainte-Élisabeth
École de la Rose-des-Vents

Découvrez

le Menu Croquez l'Outaouais!

en santé

et courez la chance de gagner

un chèque-cadeau d'une valeur de 150 \$

dans un des restaurants participants :

le Moulin Wakefield,
L'Orée du Bois, le Bistro St-Jacques,
le Café du Bistrot, Le Tartuffe, Biscotti & cie,
le Pub Chelsea, Les Brasseurs du Temps,
le Resto Bistro Rumeur, Les Fougères.

CroquezOutaouais.com

Du 10 au 30 septembre



Toujours le bon choix!



Conférence régionale des élus



Avec la participation de :
• Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
• Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais







Samedi 6 octobre // 13 h 30 à 16 h

parole insolite

Maison des auteurs . Parc Jacques Cartier

Déambulation spectaculaire Création collective Performances

• Entrée gratuite

www.imperatif-francais.org

www.facebook.com/paroleinsolite







LeDroit

Stefan Psenak

LEDROIT, LE VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2012

ÉDITORIAL

LeDroit

Fondé le 27 mars 1913
L'avenir est à ceux qui luttent



PIERRE ALLARD pallard@ledroit.com

Assez perdu de temps

Sur le principe, tous peuvent s'entendre : les Franco-Ontariens devraient avoir le droit — et les moyens — de compléter leur réseau scolaire avec une université de langue française qui émane d'eux et qui réponde à leurs besoins et espoirs. Les Acadiens, moins nombreux, ont depuis longtemps l'Université de Moncton. Et les Anglo-Québécois bien outillés disposent de McGill, Concordia et Bishop's. Alors, ce qui vaut pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick et pour les anglophones du Québec, ne vaut-il pas autant pour l'Ontario français ?

Bien sûr, la réponse ne saurait être qu'affirmative, mais entre dire et faire, il semble exister un large fossé qui s'est avéré, jusqu'à maintenant, infranchissable. Les délégués à l'assemblée générale annuelle du Regroupement étudiant franco-ontarien (REFO) s'y sont attaqués il y a quelques jours et ont constaté, comme tous ceux qui les ont précédés, l'ampleur et la complexité du défi. Dans l'enchevêtrement d'institutions, de programmes, d'effectifs, de statistiques et de services, existants ou pas, il est difficile d'y voir clair et encore plus difficile de mobiliser les francophones autour d'un projet commun.

Et pourtant, compte tenu des délais inhérents aux études, aux éventuelles prises de décisions et aux phases subséquentes d'implantation, n'y a-t-il pas urgence de propulser dès maintenant ce dossier à l'avant-plan de l'actualité ? Élément clé de la sauvegarde et de l'essor de la langue française en Ontario, le réseau scolaire franco-ontarien est présentement une pyramide sans sommet et, faute d'université, sa cohérence est effectivement compromise. Quel message lance-t-on à la génération montante quand le discours sur l'importance de protéger et développer des institutions scolaires francophones s'arrête aux portes de l'université ?

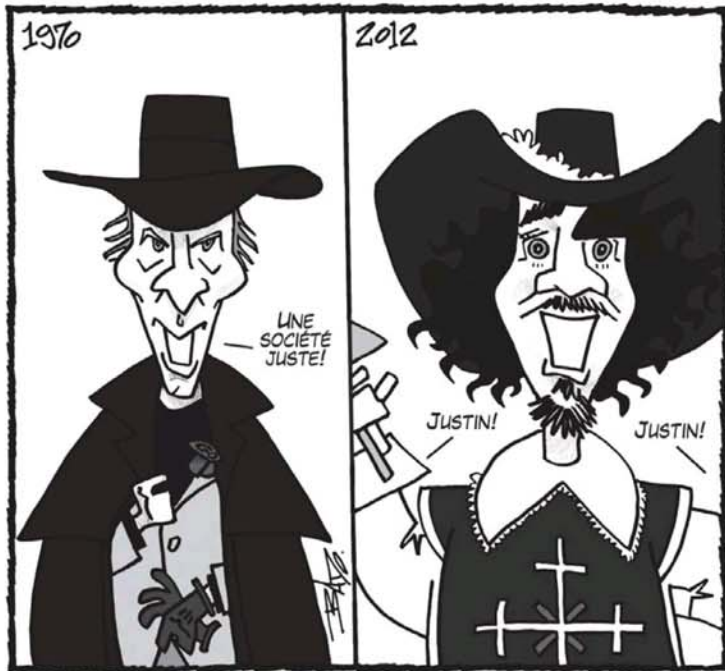
Certains rétorqueront que les étudiants franco-ontariens ont accès à de très nombreux programmes universitaires en français, en citant le plus souvent les exemples de l'Université d'Ottawa

et de l'Université Laurentienne, deux institutions bilingues. L'Université d'Ottawa est même investie d'un mandat de promotion de la culture française en Ontario et personne ne peut nier la grande valeur de ses interventions à cet égard. Mais il reste que tant à Ottawa qu'à Sudbury, l'effectif étudiant est très majoritairement anglophone et les espaces francophones sont rares sur les campus. Les Franco-Ontariens y étaient peut-être jadis chez eux. Ils y sont moins.

Réunis en congrès la fin de semaine dernière, les membres du REFO ont fait état d'une statistique accablante pour une minorité qui peine à remonter le courant de l'assimilation : 78% des diplômés du secondaire franco-ontarien poursuivent leurs études dans un programme post-secondaire de langue anglaise ! Et, selon eux, ce choix est lié principalement à un manque d'accès, moins du quart des programmes d'études universitaires et collégiaux étant disponibles en français. Voilà une situation qui devrait en faire sourcilier plus d'un !

En novembre 1994, un organisme du gouvernement de l'Ontario, le Conseil de l'éducation et de la formation franco-ontariennes, alors présidé par Rolande Faucher, demandait la mise sur pied d'une commission royale d'enquête qui aurait eu, entre autres, le mandat d'examiner « la proposition d'un régime universitaire français fondé sur les principes de l'équité, du droit à l'éducation en français et de la gestion du système par et pour les Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens ». Ni le gouvernement Rae, ni son successeur Mike Harris n'ont donné suite à cette recommandation et le dossier piétine depuis.

N'a-t-on pas déjà perdu assez de temps ? Avec un peu de volonté politique, le gouvernement McGuinly pourrait demander à un groupe d'experts de faire le point sur la viabilité d'un projet d'université de langue française, et de proposer un projet. Qu'on mette tous ces brillants cerveaux universitaires à l'œuvre sans délai. Peut-être trouveront-ils une solution novatrice qui plaira même aux institutions existantes.



ledroit.ca / LA QUESTION DU JOUR

COLLUSION DANS LA CONSTRUCTION

La commission Charbonneau commence à révéler les indices de collusion. Jusqu'à quel point êtes-vous surpris ?

VOTRE OPINION COMPTE!

Envoyez vos courriels à editorial@ledroit.com.



Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents. LeDroit ne s'engage ni à publier les documents reçus, ni à justifier leur non-publication. Ne seront publiées que les lettres portant le nom, prénom, adresse et le numéro de téléphone de l'auteur. Seul le nom et lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

À VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

Et il y a CJFO aussi!

J'ai bien apprécié l'éditorial « Les Francos » (*LeDroit*, 25 septembre) et leurs outils collectifs. Cependant, un outil est tombé de la table de travail. Les radios communautaires sont aussi dévouées aux besoins des Franco-Ontariens. Malheureusement, le dernier né de ces postes, CJFO-FM n'a pas été mentionné. Mise en ondes il y a à peine deux ans, CJFO-FM est la seule station radio dédiée à la population francophone d'Ottawa, de l'est ontarien et Kanata. La station tire son épingle du jeu grâce à de grands efforts.

Denis Boucher,
Vice-président, CJFO-FM

environnemental, que c'est de la densification et qu'il y aura plusieurs espaces verts. Et pour faire cela, que devront-ils faire? Déloger les gens en achetant leurs maisons pour les démolir et aménager des parcs. Et qui payera la note?

Tout ça pour une bibliothèque de 80 millions\$ qui devrait se situer dans le secteur Gatineau. Les élus devraient y penser deux fois. Leurs grands projets tournent presque toujours au vinaigre. Qu'ils mettent leurs priorités aux bons endroits.

Claude Legault, Gatineau (secteur Hull)

Un projet insensé

Je suis contre ce projet insensé de trois tours dans le Vieux-Hull. Qui achètera, et à quel prix? Vous prenez des gens pour des cruches. Il n'y a rien d'attrayant dans ce paysage: des édifices du fédéral, des tours à logements et des toitures d'un vieux quartier.

Le maire Marc Bureau pense que c'est un bon projet

Respect à Valérie Leblanc

Afin d'éviter « Le vandalisme sauvage » (*LeDroit*, 27 septembre), pourquoi ne pas lui faire une place bien en vue à l'intérieur du Cégep de l'Outaouais? Il est clair que le présent endroit sert à d'autre chose que le recueillement! Cela ne changera pas... malheureusement! Sa vie lui a été volée, donnons-lui la paix et le respect qu'elle a bien mérités.

Gaspar Desjardins, Cantley

LE DROIT, LE VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2012

BUREAU D'OTTAWA

47, rue Clarence, bureau 222, case postale 8860, succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 3J9

DIRECTION GÉNÉRALE
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR
Jacques Pronovost
ADJOINTE AU PRÉSIDENT
Claude Simard
COORD. PROMO ET COMM.
Mélanie Proulx

ADMINISTRATION ET FINANCES
CONTRÔLEUR
Virginie Richer
RESPONSABLE ADMIN ET PAIE
Lynne Bazinet

RÉDACTION
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Gagnon
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
Patrice Gaudreault

BUREAU DE GATINEAU - SERVICE À LA CLIENTÈLE

Promenades de l'Outaouais, 1100, boul. Maloney Ouest, case postale 82050, Gatineau (Québec) J8T 8E1

PUBLICITÉ
DIRECTEUR PRINCIPAL VENTES
Éric Brousseau
DIRECTEUR VENTES, DÉV. AFFAIRES
Normand Lalonde
COORD. CONTENUS PUBLICITAIRES
Caroline Portelance

PRODUCTION ET INFORMATIQUE
DIRECTEUR PRINCIPAL, PROD.
Raymond Bégin
DIRECTEUR, TECHNOLOGIE INFO.
Louis Simoneau
CONSEILLER, SYS. INFORMATIQUES
Antoine Boulet

ABONNEMENTS ET TIRAGE
DIRECTEUR PRINCIPAL, TIRAGE
Robert Schiffo
SUPERVISEUR SERVICE À LA CLIENTÈLE
Marie-Josée Hahn
SUPERVISEUR SERVICE À LA CLIENTÈLE
Claude Simard

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.880.6040 Intem: 800.364.0364
CONTINUED AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

CARREFOUR COMMUNAUTAIRE carrefour@ledroit.com

PLEIN DE DENRÉES À MOISSON OUTAOUAIS

La générosité de la population a été au rendez-vous, le 19 septembre dernier, alors que Moisson Outaouais tenait une collecte de denrées en collaboration avec une centaine d'employés du casino du Lac-Leamy et sept épiceries de la région. L'activité a permis d'amasser 64 barils de denrées non périssables, ce qui équivaut à environ 4 500 kg de nourriture. Il s'agit de la deuxième participation des employés du Casino du Lac-Leamy à la collecte de denrées au bénéfice de Moisson Outaouais, dans le cadre du programme de bénévolat Engagés dans la communauté de la Société des casinos du Québec. Les denrées seront redistribuées aux familles dans le besoin et aideront à regarnir les tablettes de denrées du réseau des banques alimentaires de la région.

CONCOURS POÉSIE-SLAM-ILLUSTRATION

La bibliothèque J.R. L'Heureux de Maniwaki dévoilera ce soir, à compter de 19 h, les noms des gagnants du concours Poésie-slam-illustration, à la salle Vallée du Château Logue. Des prestations artistiques sont aussi au programme de cette activité présentée dans le cadre des Journées de la culture. La soirée est gratuite et vous pouvez confirmer votre présence au 819-449-2738

LE CENTRE MEREDITH S'OFFRE BIJO

Après une tournée de spectacles à Mexico et au Royaume de Bahreïn au Moyen-Orient, Bijo, alias Jo Anie Charron, présentera une partie de son spectacle *Jazz on ice* lors de l'ouverture officielle du Centre Meredith de Chelsea, qui aura lieu samedi à compter de 11 h 30. L'entrée est gratuite et ouverte au public. L'auteur-compositeur-interprète originaire de l'Outaouais

vient tout juste de lancer le premier extrait de son nouvel album qui arrivera chez les disquaires fin 2013.

AÎNÉS ET TRANSPORT EN COMMUN

Les aînés de la région d'Ottawa sont invités à participer à un dîner-conférence pour en apprendre davantage sur les possibilités de transport en commun, le 2 octobre prochain. La rencontre aura lieu à partir de 10 h au Centre Séraphin-Marion d'Orléans. Les personnes intéressées doivent réserver avant le 28 septembre, en téléphonant au 613-830-7611 ou au info@csmo-orleans.ca.

CHEMINS DE CROIX À L'HONNEUR

Les chemins de croix seront à l'honneur, le mercredi 17 octobre, au Muséoparc Vanier, dans le cadre d'une série de causeries. Le président de la Société d'histoire de l'Outaouais, Michel Prévost, donnera la conférence. La présentation de M. Prévost permettra de comprendre pourquoi on érigeait ces croix de chemin dans les campagnes du Québec et de l'Ontario, principalement. La rencontre aura lieu dès 19 h, et l'entrée est de 5\$.

LA TD À LA RECHERCHE DE BOURSISERS

Le Groupe Banque TD est à la recherche de candidats pour son programme de bourse annuel. Chaque année, 20 jeunes qui font preuve de leadership et qui en sont à la dernière année de leurs études secondaires (ou de cégep au Québec) reçoivent une Bourse d'études TD d'une valeur de 70000 \$. Depuis 1995, 340 étudiants ont bénéficié de cette aide financière. Les formulaires d'inscription sont disponibles en ligne au www.td.com/boursesdetudes et les demandes dûment remplies doivent être envoyées

UN PRIX POUR LE TRANSPORT COLLECTIF ET ADAPTÉ



Courtoisie Jamie Cameron, Forever your memories

Robert Dupuis a oeuvré pendant neuf ans à élaborer un système de transport collectif et adapté pour le Pontiac. Ce dernier, qui prendra prochainement sa retraite, a été honoré par la Corporation de développement communautaire du Pontiac, mercredi dernier, lors de l'assemblée générale annuelle. M. Dupuis devient ainsi le premier récipiendaire du Prix reconnaissance qui sera remis annuellement par la CDC Pontiac en reconnaissance de l'engagement communautaire. Sur la photo, on retrouve la présidente de la CDC Pontiac, Rosalie Boucher, le préfet de la MRC de Pontiac, Michael McCrank, le récipiendaire du prix Reconnaissance 2012, Robert Dupuis, et la directrice générale de la CDC Pontiac, Chantale Legault.

par courrier recommandé au plus tard le 7 décembre.

UN CONCERT DE NOËL POUR LE C.A.D.O.

C'est le 14 décembre prochain qu'aura lieu le 2^e concert de Noël au profit du Centre artisanal pour la déficience-intellectuelle de l'Outaouais (C.A.D.O.). La présidente d'honneur, la sous-ministre déléguée à Infrastructure Canada et ex-dirigeante de la CCN, Marie Lemay, mettra la table pour l'interprète Marie-Michèle Desrosiers. La première partie du spectacle mettra en vedette le ténor Steeve Michaud et la cho-

rale du Chœur de l'Île. Les billets, au coût variant de 30\$ à 40\$, sont disponibles au C.A.D.O. ou par téléphone, au 819-775-0685.

500 000 \$ POUR LES AÎNÉS ET LES ANCIENS COMBATTANTS

Les anciens combattants ont de quoi se réjouir. L'entreprise Commissionnaires Ottawa a fait un don de 500 000 \$ pour aider le Centre Perley et Rideau à offrir de nouvelles options de logements et de soins aux vétérans. Ce don contribuera au financement du Village des aînés, un complexe de logements pour per-

sonnes âgées et pour les anciens combattants qui leur permettra de bénéficier, dès janvier 2013, de l'indépendance d'un appartement allié à la sécurité d'une résidence semi-autonome. Cette initiative permettra également de libérer des lits d'hôpitaux ainsi que des places aux unités de soins de longue durée pour ceux qui ont besoin de soins plus spécialisés. Commissionnaires Ottawa compte quelque 4 000 employés et offre une gamme de services d'empreintes digitales numériques et d'identification, d'application des règlements municipaux, de soutien aux activités policières, de formation en sécurité, et de solutions en sécurité.

LE DROIT, LE VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2012



Sauriez-vous reconnaître le jeune décrocheur, l'aîné souffrant de solitude, l'enfant qui ne mange pas à sa faim? NOUS, OUI.

DONNEZ-nous le POUVOIR d'AIDER.



819 771-7751 ou 1 800 325-7751 (sans frais) www.centraideoutaouais.com



[Article précédent](#)[Article suivant](#)*28 septembre 2012 | Le Droit | — Pierre Brown — Alain Saumure — Chantal Berniquez — Viateur Sincennes*

28 septembre 1972

t l à Cournoyer à nouveau. Cournoyer qui s' avance... Oh ! Henderson a perdu la passe ! ». (Henderson va s'écraser dans la bande derrière le filet adverse. Mais il se relève aussitôt et se dirige droit devant la cage de Vladislav Tretiak où il capte un retour de lancé de Phil Esposito...). « Et devant le but... et... le but de Henderson!! Avec 34 secondes encore !! Encore Paul Henderson !! Et Dryden qui a quitté son but ! (...) Et tout le monde s'embrasse ! Avec 34 secondes encore ! Un but dramatique !! Deux fois d'affilée !!»

C'est la façon dont le légendaire René Lecavalier a décrit le but qui allait donner la victoire au Canada contre la Russie, avec 34 secondes à écouler dans la dernière partie de la « Série du siècle ». C'était le 28 septembre 1972, il y a aujourd'hui 40 ans.

Le Canada gagnait cette série historique de huit matches par la marque de quatre victoires contre trois défaites (après une partie nulle – le 3e de la série – à Winnipeg). Je m'en souviens comme si c'était hier. Comme des milliers de Canadiens, pour ne pas dire des millions, ce but restera gravé dans ma mémoire à tout jamais.

J'avais 12 ans. J'étais en 6e année à l'école Bériault. Et il y avait des classes cette journée-là puisque le match se déroulait en après-midi (heure du Canada), à Moscou. Sans l a t echnologie d'aujourd'hui, nous n'avions aucune idée de ce qui se passait sur la glace, à l'autre bout du monde. Mais entre la 2e et la 3e période, tout de suite après la récréation, notre enseignante, Mme Boudreau, est entrée dans la classe, la mine basse. On pouvait lire dans ses yeux que les choses n'allaient pas très bien pour nos héros à Moscou.

« Les élèves, nous dit Mme Boudreau d'un ton grave, ça ne va pas bien pour le Canada. Après deux périodes de jeu, la Russie mène 5 à 3 ».

Toutes les petites têtes se sont baissées et on aurait pu entendre une mouche volée. J'ai eu le goût de pleurer. Mais on ne pleure pas à 12 ans. Surtout pas devant ses collègues de classe.

« Mais j'ai une surprise pour vous, reprend Mme Boudreau. Monsieur le concierge viendra installer un téléviseur dans quelques minutes, et nous regarderons tous ensemble la 3e période. »

Un cri de joie a retenti dans la classe. Mais j'avoue que je n'étais pas sûr de vouloir regarder cette dernière période. Parce qu'une défaite des Canadiens m'aurait fait fondre en larmes. Puis... comme disent nos amis anglophones... the rest is history.

EDès que la cloche a sonné pour annoncer la fin des classes, j'ai couru jusqu'à la maison pour célébrer avec mes frères et mes sœurs. Non. Je n'ai pas couru. J'ai volé jusqu'à la maison. À la vitesse de Paul Henderson. J'étais Paul Henderson.

Nous, les Canadiens, étions les meilleurs. Les plus grands. Les plus courageux. Les plus valeureux.

Mais malgré cette victoire historique et l'innocence de mes 12 ans, je savais qu'on venait de se faire servir toute une leçon de hockey par l'équipe de l'Armée Rouge. Et je savais que le hockey, tel qu'on le connaissait, venait de changer à tout jamais...

C'était le 28 septembre 1972. Il y a 40 ans aujourd'hui. Vous vous souvenez ?

.....

« J'étais avec la gang de francophones de la faculté de médecine de l'Université d'Ottawa l'après-midi du 28 septembre 1972. Bières et pizzas à l'appartement de l'un d'eux. Nous avons décidé de sécher nos cours (OH! péché mortel) afin de regarder le match. QUEL MOMENT SUBLIME! »

« En après- midi, l e 28 septembre 1972, j'avais 16 ans et j'étais en 11e année à l'école secondaire L'Escale à Rockland. Nous avons skippé l'école pour l'après-midi pour se rendre à la taverne de Jean-Noël Wolfe sur la rue Laurier. Bien sûr, on ne servait pas d'alcool aux mineurs, mais on tolérait notre présence, vu l'importance de l'événement. Et au diable les répercussions (pour avoir séché les cours), la victoire du Canada valait la peine de prendre une chance ! »

« Le 28 septembre 1972, j'étais en sixième année à l'école Saint-Joseph, à Hull. Mon adorable professeure, Madame Lalande, aimait, elle aussi, le hockey. Sensible probablement au caractère historique de cette partie, elle a écouté son coeur de fan de hockey et installé un téléviseur dans la salle de classe. Je n'ai jamais oublié cet après-midi-là. »

« J'étais, à ce moment-là, directeur de l'école intermédiaire Sacré-Coeur à Timmins. Les profs et moi nous étions donnés la main pour apporter une bonne douzaine de téléviseurs à l'école pour que

toutes les classes de 7e et 8e puissent regarder cette série. Ça fait du bien de se rappeler l'atmosphère qui régnait dans l'école à ce moment-là. Je suis certain que les élèves n'oublieront jamais cette journée plus que mémorable. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

28 septembre 2012 | *Le Droit* | *La Presse Canadienne*

Le fédéral se portera mieux que les provinces

Les mesures en matière de réduction de coûts adoptées par Ottawa permettront au gouvernement fédéral de bénéficier d'une situation économique favorable à long terme, mais il en ira tout autrement pour les provinces et les municipalités, selon le directeur parlementaire du budget, Kevin Page.

Les plus récentes projections à long terme sur les finances du fédéral de l'équipe de M. Page portent à croire qu'Ottawa a peu à craindre des pertes de revenus et de l'augmentation des coûts liés au vieillissement de la population.

M. Page juge que les régimes de retraite du Canada et du Québec sont sains sur le plan financier.

Mais le rapport publié hier par le Bureau du directeur parlementaire du budget laisse entendre que les provinces et les municipalités accumuleront tant de dettes au cours des 70 prochaines années qu'elles pourraient finir par ressembler à l'Italie et à la Grèce si rien ne change. Le manque à gagner dans les finances des provinces et des municipalités a été évalué à 36 milliards\$ ou deux pour cent du produit intérieur brut (PIB). Et d'ici 2086, leur dette atteindrait 350 pour cent du PIB, selon le document. Pendant ce temps, Ottawa serait en excédent structurel.

Scénario hypothétique

M. Page prévient qu'il s'agit là d'un scénario hypothétique et non d'une prévision comme tel. Il croit cependant que les gouvernements doivent être conscients de la trajectoire financière qu'ils empruntent afin de s'assurer d'adopter les politiques qui s'imposent. « Nous ne disons pas dans le rapport que les provinces doivent paniquer et commencer à prendre des mesures immédiatement », a nuancé Kevin Page en entrevue.

Selon le directeur parlementaire du budget, les revenus gouvernementaux devraient poursuivre leur chute tandis que les dépenses en soins de santé ou en régime de retraite gouvernemental, entre autres, continueront de grimper.

Mais le fardeau de la majorité de ces dépenses supplémentaires revient aux provinces et aux territoires, a-t-il spécifié.

Selon Kevin Page, le gouvernement fédéral s'est assuré de se positionner de façon viable sur le plan financier en réduisant les transferts fédéraux en matière de santé, en coupant dans les dépenses directes de certains programmes et en faisant passer l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse de 65 à 67 ans.

Il est toujours temps de s'ajuster, a-t-il toutefois précisé, puisque les impacts du vieillissement et de nouvelles politiques prendront un certain temps avant de se faire ressentir. Par exemple, d'après les évaluations actuelles, Page dit s'attendre à ce que la dette globale du secteur public en pourcentage du produit intérieur brut chute à 31,9 pour cent au cours des 20 prochaines années, une diminution importante par rapport au 53,5 pour cent actuellement enregistré.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)[Next Story](#)*Article rank* | 28 Sep 2012 | *Ottawa Citizen* | *BRUCE DEACHMAN*

A fitting tribute

Unconventional official portrait shows Michaëlle Jean as ‘a woman at work’

‘I could not see myself standing alone on the canvas, simply because I never stood nor walked alone on this wonderful journey across our country.’

MICHAËLLE JEAN

Former governor general

The official portrait of former governor general Michaëlle Jean, unveiled at a ceremony Thursday at Rideau Hall, is unlike any other adorning the foyer walls of the viceregal residence. And although not a portrait in any strict traditional sense, it well reflects Jean’s temperament during her tenure there: warm and accessible.



WAYNE CUDDINGTON/OTTAWA CITIZEN

Gov. Gen. David Johnston unveils Michaëlle Jean’s portrait. The only other official painting of a governor general that isn’t a traditional portrait is that of Jules Léger. Léger’s portrait also includes his wife, Gabrielle.

Painted by Ottawa artist Karen Bailey, it shows Jean surrounded by a dozen-and-a-half people, including her husband, Jean-Daniel Lafond, their adopted daughter Marie-Éden — visible twice in the painting, as the six-year-old she was when Jean was installed as governor general in 2005, and as an older, BlackBerry-toting youth — and their family dog, Shuka.

Also depicted are three medical personnel from the Role 3 military hospital in Kandahar, the governor general’s aide-de-camp, a Haida drummer, some children and a Second World War veteran.

“The landscape that inspires me in our country, that is breathtaking and of infinite beauty, is the human landscape,” Jean remarked to the audience of diplomats, politicians, artists and friends, “the magnificent landscape of women and men of heart and courage. And that is what wonderful and

profound Canadian artist Karen Bailey and I talked about for this official portrait.

"I could not see myself standing alone on the canvas," she added, "simply because I never stood nor walked alone on this wonderful journey across our country."

Only one other governor general's official portrait shows anyone other than the honouree. Jules Léger's includes his wife, Gabrielle, who undertook many of his official duties following a stroke he suffered six months into his term.

Prior to Thursday's unveiling, Bailey was best known for two series of paintings she'd done. Her 2008 show, *Blanche Dot Doris*, featured elderly church ladies who pour tea and bake cookies for socials.

A year later, she completed *Triage*, which depicted Canadian medical personnel, and their largely Afghan patients, at the Role 3 hospital. Bailey had spent a week there in 2007 as part of a Canadian Forces program that embedded artists with soldiers.

"I paint people at work," she said. "Military medical personnel, church tea ladies, waitresses, charity shop volunteers."

"The setting for this portrait — the ballroom at Rideau Hall — may be grander than a hospital ward or a church kitchen. The subject — the Right Honourable Michaëlle Jean — more high-profile than a nurse or tea lady, but my approach remains the same: ultimately, mine is a portrait of a woman at work."

It was after seeing *Triage* at the Ottawa School of Art in the winter of 2010 that Jean asked Bailey to paint her official portrait.

The initial planning stages took seven months, as the pair worked together toward the final portrait. Bailey said she has numerous rough sketches showing how Jean became smaller and smaller as the work progressed. "She didn't want to be bigger than anybody else. She wanted to share her space."

Bailey was required to keep the commission a secret, and so told inquiring friends that she was working on a series of paintings of Maycourt Club thrift store volunteers, a project she'd actually put on hold while she completed the viceregal portrait. In the portrait, which took Bailey three months to paint, a woman is seen wearing a pink smock, a trademark of the Maycourt Club of Ottawa volunteers.

Bailey added that she wasn't nervous about producing such an unconventional portrait, noting that she was respectful while conveying her subject's warmth.

"She is so unconventional. It's her official portrait, but in a sense it's as if she's no more special than any of the people in the painting."

"I hope that in this painting of Michaëlle Jean, people will see themselves or their grandfather or a neighbour or a kid down the way."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

28 septembre 2012 | *Le Droit* | JONATHAN BLOUIN joblouin@ledroit.com

Thibault Martin est soulagé mais réclame une enquête

La Couronne a finalement laissé tomber, hier, l'accusation qui pesait contre le professeur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Thibault Martin, arrêté le printemps dernier lors de la crise étudiante.



ARCHIVES, Ledroit

Le 17 avril dernier, Thibault Martin a été menotté et accusé d'entrave au travail des policiers en tentant d'aller chercher un livre à son bureau.

Soulagé, le sociologue réclame maintenant une enquête indépendante pour faire la lumière sur les événements qui ont marqué la région.

Le 17 avril dernier, ce titulaire d'une chaire de recherche a été menotté et accusé d'entrave au travail des policiers en tentant d'aller chercher un livre à son bureau.

En faveur de la grève, il soutient avoir agi de manière raisonnable, qualifiant son arrestation d'arbitraire et d'injustifiée.

« Je n'ai jamais porté le carré rouge, je n'ai jamais encouragé les étudiants à défier l'injonction », a-t-il expliqué pour la première fois depuis son arrestation, entouré d'une vingtaine de collègues.

Il n'exclut pas la possibilité d'intenter des poursuites. Il affirme aussi être encore profondément déçu de l'attitude de la haute direction, qui n'a jamais communiqué avec lui. « Le rôle de

l'administration est de défendre l'intégrité du corps enseignant, défendre l'intégrité des étudiants. Ils ont failli à leur rôle et pour ça, à un moment donné, ils devront rendre des comptes ».

« Les administrateurs sont des gens qui jouissent d'un certain prestige, qui ont un rôle social et avec ça vient la responsabilité. Si je fais une erreur, je peux perdre mon emploi », ajoute-t-il.

De son côté, la présidente du syndicat des professeurs de l'UQO, Louise Briand, continue de dénoncer les nouvelles caméras de surveillance installées dans les couloirs des bureaux des professeurs de certains départements.

Elle soutient toujours que le recteur Jean Vaillancourt a indiqué à plusieurs professeurs, à la fin du mois d'août, que l'installation de ces nouvelles caméras était directement liée à la loi spéciale ayant découlé du projet de loi 78.

« Les caméras visent précisément les portes des professeurs et ça pour nous c'est inacceptable », peste-t-elle.

Sans nier cette déclaration, le porte-parole de l'UQO a cependant voulu la remettre en contexte, hier après-midi. « Ce sont des propos qui ont été pris dans le cadre d'une réunion. Il ne faut pas le prendre au pied de la lettre », a précisé Jean Boileau.

Il ajoute que le bon de commande de ces caméras date du 22 février, soit bien avant le début des événements du printemps dernier. « Le recteur a expliqué que ça pouvait aussi servir dans le cadre de la loi 12, mais pas uniquement à cette fin. »

Le pont entre de nombreux professeurs et la haute direction est loin d'avoir été rebâti. Plusieurs griefs seront débattus au cours des prochains mois.

Appelée à commenter le départ prochain du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Denis Dubé, la présidente du syndicat des professeurs estime que « c'est une perte pour le syndicat ». « J'ai le sentiment qu'on a jeté le bébé, mais pas l'eau du bain ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 28 Sep 2012 | Ottawa Citizen | KELLY EGAN

No end in sight for school dispute

Grits signal they'll prevent a strike

On Thursday, the biggest unit of the Ontario Secondary School Teachers' Federation announced 95.3 per cent of teachers had voted to give the union a strike mandate.

On Tuesday, their elementary school counterparts released the results of a vote taken the night before: 97 per cent in favour of strike action.

For parents, this represents the death of optimism. Not only is the end not in sight, but the beginning of the end has not begun.

Here's how union leaders see things playing out: with local talks at an impasse, the federation will seek a conciliator.

This may take a week or two. Or more. The conciliator will then consult with both sides, then issue a report. This, too, will take days, not hours.

If it is a so-called "noboard" report, meaning no progress is at hand, 17 days have to pass before the two sides are in a strike/lockout position.

You start to click through the calendar. This puts us, likely, into November, maybe December. The Liberal government, with its Bill 115, has already signalled it will step in and prevent strikes, while imposing zero wage increases and cuts to benefits.

"It puts the gun in her hand, but it doesn't mean that she has yet pulled the trigger. And she hasn't," said OSSTF vice-president Harvey Bischof, of the new powers granted Education Minister Laurel Broten.

Should the minister step in, this, no doubt, will make the teachers even angrier, if such a thing is possible.

Bischof was asked how the teachers, many of whom have withdrawn from coaching teams and leading clubs already, will react to being ordered back to work under terms they don't like.



"It's important to talk about what 'strike' means, because strike includes limited withdrawal of services as well," he said Thursday, explaining the "nuances."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 28 Sep 2012 | Ottawa Citizen

Egan: Next year 'may have no teams'

He said he was not going to "detail" those services at the moment but they might include skipping out on certain types of paperwork and foregoing monthly staff meetings.

Should the minister get heavy-handed, Bis-chof was asked if one of the options would be to ask all members to withdraw from coaching and all other extracurricular activity. (Until now, it has been left to teachers to make a personal decision.)

"Certainly," he said. Great. So next semester we may have no teams at all in the public schools.

And the effects of perceived bully tactics by the minister of education?

"We expect there will be, probably, a fairly longstanding chaos and impoverishment of the school system."

Could it even extend into the second year of the mandated two-year wage freeze? "It will extend until we could reach a freely negotiated collective agreement that our members can ratify."

Well, that's pretty much the worst news I've heard all week.

What a mess. Just to recap: Of Ontario's 125,000 teachers, 55,000 have accepted — though with reluctance — the terms of a two-year contract largely spelled out by the Ministry of Education.

Of the remainder, many are coaching and doing their regular extracurriculars, which are considered volunteer hours because the work falls outside their contracts and comes with no extra pay.

But many are not. Meet-the-teacher nights were held at some schools, but not others. Whole sporting seasons have been lost. At a cross-country track meet Thursday, only three of Ottawa's English public high schools were represented and one of the teams consisted of a single runner.

A long email arrived this week from a retired teacher who spent many years as a union leader. He thinks a work-to-rule campaign is the wrong way to go.

Instead, he has some innovative, maybe alarming, ideas.

Teachers, he said, should take every possible sick day they are entitled to. At 10 days per 125,000 teachers, this amounts to 1.25 million sick days in an academic year. Backfilled at \$200 day, the costs would be enormous.

Rather than boycott coaching, he suggests teachers create an imaginary bill, at \$31 an hour, for all the extracurriculars they put in. His rough calculation puts a price on the voluntary labour at \$124 million annually.

"Teacher unions are at the precipice," he wrote. "I am urging you to tread lightly and softly as you go forward with your strategic plans, remembering that this is a struggle between adults and that students should never be caught in the middle. I believe a workto-rule protest will be a 'lose-lose' situation if it includes denying volunteer activities for students."

Absolutely. Of "nuanced" strike talk, we have heard enough. It is all beginning to blur.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)